

# LA CHINE :

**la plus ancienne civilisation vivante deviendra-t-elle la deuxième puissance mondiale ?**

Les premières dynasties chinoises remontent à l'âge du bronze et sont contemporaines du début de l'empire babylonien (Hammourabi) et du Moyen empire égyptien (Sésostri), c'est-à-dire entre 2000 et 1500 avant l'ère chrétienne, ou contemporaines d'Abraham pour prendre une référence biblique.

Confucius (550-478) et Lao-tseu sont contemporains de Pythagore et précèdent Socrate (469-399) et Platon (427-348) de plus d'un siècle.

L'empereur QIN (221-206) à qui l'on doit la Grande muraille, a unifié la Chine à peu près à l'époque où Rome achevait de réunir l'Italie sous son égide (225-218 : soumission de la Gaule cisalpine).

Si nous évoquons ces dates et ces personnages, c'est pour souligner que «l'Empire du Milieu», titre traditionnel de la Chine et traduction littérale de son nom en chinois, *est la plus ancienne civilisation vivante* de notre planète. Elle pourrait devenir la deuxième puissance mondiale d'ici à 2020. Le XIX<sup>ème</sup> siècle a pourtant été celui de la décadence et de l'appauvrissement de ce qui avait été, jusqu'à la Renaissance, la civilisation la plus avancée du monde, source de nombreuses inventions.

La période qui s'étend de 1839 (Guerre de l'Opium) à 1949 (Fondation de la République populaire) a été une époque d'invasions étrangères (britanniques, françaises, russes, allemandes, japonaises) et de guerres civiles amenant la Chine à céder, aux termes de «Traité inégaux», jusqu'à 92 concessions (Hong Kong, Shanghai étant les plus célèbres) à 19 nations étrangères, à abandonner la Sibérie orientale et la Mongolie à la Russie, la Manchourie et

Taiwan au Japon, à céder sa suzeraineté sur la Birmanie au Royaume-Uni, celle sur l'Indochine à la France et celle sur la Corée au Japon.

A partir de 1949 et du triomphe du communisme (à la chinoise), et malgré les catastrophes que MAO Zhedong a infligées au pays, une renaissance s'amorce. Grâce aux réformes économiques de 1978 de DENG Xiao ping, une fraction croissante de la population s'enrichit, une identité nationale nourrie de 4 000 ans d'histoire se reconnaît et s'affirme et le pays revendique, dans le monde, son statut de grande puissance retrouvée.

## UN ETAT CENTRALISE

Il est utile de rappeler que l'unité de l'Empire du Milieu a été assurée, dès le VII<sup>ème</sup> siècle de notre ère, par un corps d'administrateurs impériaux recrutés par concours sur tout le territoire (à partir de 622, un concours par an ou deux concours tous les trois ans). Ces magistrats étaient nommés à la tête de districts dont la population comprenait de 80 000 à 300 000 personnes. Ils cumulaient les fonctions de préfet de police, juge, percepteur, archiviste, directeur des travaux publics.

Ces magistrats se faisaient assister par les notables locaux et recrutaient sur place les fonctionnaires nécessaires à l'exécution de leurs tâches. Cette administration impériale a été maintenue à travers tous les changements dynastiques, y compris par les Mongoles aux XIII<sup>ème</sup> et XIV<sup>ème</sup> siècles. Au XVII<sup>ème</sup> siècle, on dénombrait environ 15 000 magistrats dépendant directement de la cour impériale et reliés à la capitale par des relais de communication qui mettaient neuf à dix jours de Canton à Pékin (2000 km) pour les courriers les plus urgents.

L'invention du papier en Chine, au II<sup>ème</sup> siècle, et de l'imprimerie, au IX<sup>ème</sup>, avaient permis à cette bureaucratie de produire et de diffuser rapports, archives et

documents au service d'une administration centrale qui maintenait l'unité de l'empire et assurait une diffusion des techniques agricoles, pharmaceutiques et médicales les plus avancées au moyen d'une langue écrite commune. Ceci explique l'état avancé de cette civilisation qui faisait l'admiration des voyageurs arabes et européens jusqu'à la Renaissance. Les concours impériaux par lesquels cette élite bureaucratique était recrutée exigeaient une connaissance approfondie des classiques de la littérature chinoise remontant à Confucius, l'art de rédiger, de composer des vers et une calligraphie élégante. Les sciences et les mathématiques ne faisaient pas partie des savoirs obligatoires.

### **1900 - 1950 : REVOLUTIONS, GUERRES CIVILES ET ETRANGERES**

Au début du XXème siècle, la Chine est en pleine effervescence politique. L'impératrice douairière CIXI était morte en 1908, le lendemain du jour de la mort de son neveu, l'empereur Guangxu, probablement empoisonné. Pu-yi («le Dernier empereur») un enfant, lui succéda sous un Conseil de Régence.

Un nouveau personnage important apparaît alors, le Dr SUN Yatsen. Formé en partie à l'étranger, il est animé par la volonté de moderniser la Chine en s'inspirant des meilleures réalisations étrangères tout en rendant son indépendance à son pays. Il incarnait un courant de réformes animé par des magistrats libéraux, de jeunes intellectuels et des militaires excédés de l'inefficacité du gouvernement impérial et humiliés par les exactions étrangères. En 1912, le mouvement renversa l'institution impériale (d'origine manchoue, donc étrangère) et instaura la République sans, pour autant, rétablir le calme. C'est l'époque des «Seigneurs de Guerre» qui rançonnent leurs territoires respectifs. Cependant, la Chine s'ouvre de plus en plus aux influences étrangères, commerciales et techniques dans les concessions, et politiques par la diffusion

des idéologies véhiculées par les migrations chinoises vers les Etats-Unis et l'Europe.

Les Chinois formés en France après la première guerre mondiale ont été particulièrement influents dans la création et le développement du Parti communiste chinois : DENG Xiaoping et ZHOU Enlai, notamment, ont été formés à Paris et à Lyon, en 1919. Le PCC est créé en juillet 1921, à Shanghai, dans la concession française, où le risque d'être arrêté ou tué était moins grand qu'en territoire chinois.

SUN Yatsen meurt en 1925. Son successeur, CHIANG Kaishek, avait établi le gouvernement nationaliste du Guomintang (KMT) à Nanking et cherchait à éliminer les communistes. Ces derniers sont écrasés dans les villes.

Ils se retournèrent vers la paysannerie et, sous la direction de MAO Zhedong, abandonnèrent leur base de Jiangxi dans le sud-est et, au terme de la Longue marche de 10 000 km (d'octobre 1934 à octobre 1935), se regroupèrent dans le nord-ouest, à Yan'an dans le Shaanxi, tout en menant une guérilla constante contre le KMT et en faisant la guerre aux Japonais.

En 1931, le Japon avait envahi la Chine du nord à Moukden à partir de la Manchourie, devenue le Manchukuo. En 1933, le Japon poursuivit son invasion jusqu'à Tianjin et, à partir de 1937, l'agression japonaise devint totale englobant toutes les grandes villes de l'est et du sud et jusqu'à Wuhan dans le centre. C'est l'époque de la «méfiante alliance» entre les nationalistes et les communistes, tous les deux combattant le Japon mais se combattant aussi l'un l'autre ; des deux, c'est le parti communiste qui réussit le mieux auprès de la population, étant «le poisson dans l'eau» selon l'expression de MAO.

L'URSS aide les nationalistes mais surtout les communistes, le Royaume-Uni et les Etats-Unis soutiennent les nationalistes et

un peu les communistes, quoique faiblement, jusqu'à l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, en décembre 1941. La guerre contre l'occupant japonais s'intensifie alors avec une aide croissante venant de l'ouest mais, dès la capitulation japonaise d'août 1945, la guerre civile reprend et, progressivement, les communistes refoulent les nationalistes qui se retirent à Taiwan en décembre 1949.

MAO proclame la République populaire de Chine le 1<sup>er</sup> octobre 1949.

### **1950 - 1975 : LA CHINE DE MAO ZHEDONG**

En 1950, la Chine est encore un pays presque totalement agricole, morcelé en une infinité de petites exploitations permettant tout juste à une famille de survivre, à condition encore de travailler pour un «riche» propriétaire, riche étant ici un terme très relatif. C'est dans ce monde agricole pauvre et exploité, que MAO a réussi à mobiliser les masses innombrables qui l'ont suivi et soutenu pendant la guerre contre les nationalistes et contre les Japonais en leur promettant un avenir meilleur. Il était donc naturel, pour les paysans, d'adhérer au parti communiste. Les plus âgés avaient participé à la «Longue marche», les plus jeunes étaient enthousiasmés par cette épopée. Les terres confisquées aux propriétaires furent redistribuées aux «sans terre» obligés à se constituer en coopératives agricoles inspirées des kolkhozes soviétiques. C'était à l'époque de la guerre de Corée et l'apogée de la grande alliance avec l'Union soviétique qui allait aider la Chine à se doter d'une industrie lourde.

1956 fut le premier «Printemps de Pékin» (le deuxième fut en 1978). C'est en mai de cette année que MAO prononça son discours sur les «Cent fleurs» après avoir nagé dans les trois grands fleuves de Chine, encourageant toutes les opinions à s'exprimer, y compris pour critiquer le Parti. La campagne atteignit son apogée en juin 1957 et provoqua alors une violente réaction

des cadres du Parti qui se sentirent menacés. MAO vira de bord et prit le parti des tenants de l'orthodoxie.

Fin 1957, plus de 300 000 intellectuels avaient été désignés comme des «droitistes», appellation qui mettait un terme à leur carrière dans le Parti. Beaucoup furent envoyés à la campagne pour une année de rééducation par le travail agricole : avant-goût de la «Révolution culturelle».

L'année suivante, 1958, MAO lance le «Grand bond en avant» afin, disait-il, «de rattraper la Grande-Bretagne en 15 ans». Les 740 000 coopératives agricoles furent réorganisées en 26 000 «communes» regroupant 120 millions de familles paysannes. Cette main-d'œuvre regroupée fut alors mobilisée pour construire et faire fonctionner un million de «petits hauts fourneaux» et pour travailler sur d'immenses chantiers de rénovation urbaine : à Pékin, par exemple, on détruisit des quartiers entiers pour percer des boulevards et on construisit de gigantesques abris souterrains anti-atomiques en prévision d'une attaque nucléaire américaine.

La diversion vers ces projets mirobolants de millions de paysans entraîna une chute calamiteuse de la production agricole, laquelle était déjà grevée par l'exportation de blé vers l'URSS pour payer les importations d'équipement industriel. La ration moyenne de grain par personne et par an, qui était de 205 kg/an en 1957 et 201 kg/an en 1958, tomba à 156 kg/an en 1960 et 154 kg/an en 1961 (aujourd'hui, 340 kg/an par tête). Le «grand bond en avant» avait provoqué une famine qui causa 20 millions de morts, surtout parmi les paysans, entre 1959 et 1962. Beaucoup de victimes étaient des enfants.

En 1966, MAO inflige une nouvelle épreuve à son peuple : «la Grande révolution culturelle prolétarienne», pour lui donner son titre officiel complet. Elle trouve son origine dans une controverse autour d'une pièce

écrite par un historien célèbre, WU Han, qui relate l'histoire, sous les MING (1368-1644), d'un fonctionnaire intègre lequel est limogé parce qu'il dénonçait la corruption des dignitaires de la cour et l'appauvrissement du peuple et qu'il reprochait à l'empereur son inaction. Le texte fut perçu comme une critique du régime et des clans se formèrent pour et contre WU Han.

MAO qui avait 73 ans, se sentit menacé autant par un mécontentement latent dans la population que par les ambitions de ses collègues du Comité central. Il avait publié son «Petit livre rouge» en 1964 et son dauphin désigné, LIN Biao, avait lancé le culte de la personnalité cette même année. L'épouse de MAO, JIANG Qing, se sentit spécialement visée par l'ouvrage de WU Han. Elle et LIN Biao poussèrent MAO à réagir. Il nagea de nouveau dans le Yangtse pour démontrer sa vigueur puis, en août 1966, du haut de la Porte Tiananmen, il appela la jeunesse à manifester et à combattre les «quatre vieilles» de la société chinoise : les vieilles coutumes, les vieilles habitudes, la vieille culture et la vieille pensée.

Les écoles et les universités furent fermées : lycéens et étudiants devinrent des «Gardes rouges», manifestant partout contre leurs aînés, maîtres, professeurs, parents, les dénonçant publiquement pour leurs opinions «réactionnaires», détruisant ou brûlant tout ce qui évoquait le passé. D'autres jeunes issus de milieux bourgeois furent envoyés à la campagne pour y être rééduqués en travaillant avec les paysans. D'autres encore y partirent pour participer à l'endoctrinement de la classe paysanne. Dans les grandes villes, les ouvriers manifestaient pour leurs salaires. La nourriture était rationnée. Les auteurs classiques chinois et la littérature étrangère étaient interdits. L'Armée populaire intervenait pour rétablir l'ordre quand les débordements devenaient trop violents.

En 1969, le IXème Congrès du parti communiste désigna MAO comme le «Guide suprême» et sa pensée comme la pensée

suprême. LIN Biao fut déclaré son plus proche compagnon d'armes et son successeur. Deux ans après, LIN Biao trahissait ; il fut tué en s'enfuyant en Union soviétique, événement qui sema le désarroi parmi les cadres et la population. Les relations avec l'URSS se dégradèrent depuis l'arrêt de l'aide économique soviétique, en 1960, et en raison des conflits frontaliers sino-soviétiques entre 1963 et 1969. La Chine réajusta alors sa politique extérieure : elle accueillit le Président Nixon, en février 1972, et normalisa ses relations avec le Japon, en septembre. C'était la fin de la «Révolution culturelle».

Le «Grand bond en avant» avait eu, au moins, une justification économique, même s'il s'était terminé en désastre. La «Grande révolution culturelle prolétarienne» n'a été que le chaos : la Chine avait son «Grand timonier» mais le navire n'avait plus ni cap, ni boussole, ni gouvernail. C'était un bateau ivre : imaginez le «Mai 68» français prolongé pendant huit ans ! La santé de MAO déclinait et DENG Xiaoping qui avait été, par deux fois, limogé puis réhabilité par MAO, reprit le pouvoir en 1975. MAO mourut un an après, le 9 septembre 1976, et la «Bande des quatre» dont faisait partie l'épouse de MAO, qui l'avait soutenu et poussé jusqu'au bout, fut arrêtée peu après.

Toute la population chinoise âgée de plus de quarante ans a connu ces épreuves – désordres, dénonciations, déportations, disette – et en porte les traces dans son corps et dans son esprit : quinze classes d'âges de « Gardes rouges » ont connu une interruption partielle ou totale de leurs études et conservent une profonde amertume de cette expérience.

Au sein de la population, trois tendances dominantes se dégagent qui caractérisent cette période.

La première, c'est la solidarité à l'intérieur de chaque famille à travers toutes les épreuves que la Chine a connues : les

grands-parents, les oncles, les tantes, ont aidé les parents à élever leurs enfants ou ont eux-mêmes élevé les petits enfants, neveux et nièces. C'est là une dominante de la culture chinoise, l'importance de la famille, d'autant plus marquée que tous les autres cadres sociaux se désagrégeaient.

La deuxième dominante, qui contredit la première, c'est que chaque famille a été profondément marquée, divisée et souvent dispersée par les guerres civiles : nationalistes contre communistes d'abord, conflits entre factions communistes ensuite, ou conflits fomentés entre propriétaires et métayers, entre lettrés et illettrés, entre paysans, ouvriers et citadins... La pacification est venue, mais les souvenirs restent vivaces. On peut se demander comment la société chinoise assume son passé récent ou si elle s'efforce de l'oublier par une fuite éperdue dans la consommation.

La troisième dominante, là aussi très chinoise, est l'importance attachée à l'éducation. Les grands-parents, parents, oncles et tantes, frères et sœurs, cousins et cousines, tout le monde pousse ou est poussé à faire des études.

C'est une tradition en Chine qui se manifeste avec encore plus de force aujourd'hui où avoir un diplôme est une condition absolue pour progresser dans un monde de plus en plus compétitif. Les familles se sacrifient pour payer des études à leur enfant unique, en Chine ou à l'étranger.

## **L' ECONOMIE SOCIALISTE DE MARCHE ET LA MONDIALISATION**

En 1978, DENG Xiaoping décide la réouverture des universités où l'admission se fait par concours, renouant ainsi avec la tradition millénaire des concours pour recruter les élites dirigeantes. La nourriture redevient plus abondante : la première mesure de DENG Xiaoping avait été de rendre la terre aux paysans et de libérer les prix agricoles, de sorte qu'ils ont

immédiatement produit et vendu davantage. Les entreprises commerciales d'Etat ou municipales sont privatisées et la création d'entreprises industrielles privées encouragée, avec la liberté de vendre sur tout le territoire. En 1980, DENG entreprend une prudente ouverture commerciale internationale en créant quatre «zones économiques spéciales» dans le sud, où les matières premières importées et les exportations sont exonérées d'impôts et les investisseurs, chinois et étrangers, bénéficient d'avantages fiscaux. Quatre années plus tard, quatorze villes côtières, dont Shanghai et les villes du delta du Yangtse, sont autorisées à s'ouvrir à l'extérieur.

Les résultats de cette libéralisation ne se firent pas attendre : de 1978 à 1995, le PIB chinois par tête a crû, en termes réels, de 6 % par an (5% par an depuis).

«La Chine s'est éveillée», pour reprendre le titre d'Alain Peyrefitte. Vingt cinq ans après la fin de la «Révolution culturelle» et trois ans après le retour à la Chine des dernières concessions étrangères – Hong Kong et Macau – va-t-on assister à «la revanche du monde chinois» pour reprendre le titre de Daniel Haber et de Jean Mandelbaum ?

Certes, l'économie progresse à grands pas, grâce à «l'économie socialiste de marché» inaugurée par DENG Xiaoping et amplifiée par JIANG Zhemin et ZHU Rongxi, en réalité plutôt un capitalisme sauvage. Tout est permis, et surtout de s'enrichir, à condition de ne pas contester l'autorité unique du PCC, comme en témoigne la répression des manifestants de Tiananmen, en 1989, ou du Falun Gong en 2000.

Mais, à côté de cette économie libérale dynamique, nourrie d'investissements directs de l'étranger venant en premier lieu des Chinois de l'extérieur – Taiwan et diaspora – les entreprises d'Etat (qui n'assurent plus que 28 % du PIB industriel

mais emploient 40 % des effectifs) sont majoritairement en faillite : elles ne continuent d'assurer le salaire de leurs ouvriers qu'en s'endettant auprès des banques, c'est-à-dire en absorbant la très forte épargne accumulée par la population (taux d'épargne : 35 %). Le chômage dans les entreprises d'Etat est donc évité grâce à un véritable détournement d'une épargne qui pourrait être investie d'une manière plus rentable.

L'Etat cherche (lentement, prudemment) à «dégraissier le mammoth» des entreprises d'Etat, sans jeter trop vite dans la rue des millions de chômeurs, dépourvus de toute sécurité sociale ; il s'efforce aussi de décharger ces entreprises de leurs responsabilités sociales (logement, crèches, écoles, dispensaires, soins médicaux gratuits...) pour les rendre plus compétitives. Cela implique un transfert de ces charges à d'autres instances : collectivités territoriales ou marché privé.

L'enjeu est gigantesque : le régime de MAO avait assuré un «bol de riz en fer» à toute la population ; la paysannerie dans les «communes agricoles», les ouvriers des villes dans les entreprises d'Etat, avaient un «minimum vital» assuré de la naissance à la mort : emploi à vie dans l'unité de travail, logement (modeste et surpeuplé mais gratuit), nourriture (frugale et rationnée mais quotidienne), éducation et soins médicaux gratuits, salaire ou retraite permettant à tous de s'offrir un minimum indispensable de biens ou de services nécessaires à l'existence. C'était l'égalité dans la pauvreté.

«L'économie socialiste de marché» change la donne radicalement : en ville, la suppression progressive de l'emploi à vie dans les grandes entreprises d'Etat met, en fait, sur le pavé, des millions d'ouvriers et d'ouvrières qui ne perçoivent que de minuscules indemnités de chômage, souvent avec retard, et risquent de ne jamais toucher de retraite. Certes, l'Etat, les régions et les municipalités s'efforcent de mettre en place

un système de retraite combinant la répartition et la capitalisation ce qui suppose que les Pouvoirs publics puissent effectivement lever des impôts (ces derniers sont pratiquement inexistant) et que la Bourse, où des dizaines de millions de Chinois ont investi leurs économies pour spéculer, ne devienne une bulle condamnée, tôt ou tard, à éclater. La tendance politique générale est d'amener la population à payer tout ce dont elle a besoin : le logement, le gaz et l'électricité, l'eau (encore trop peu, eu égard à un degré de pollution qui met en danger la santé publique), mais aussi l'éducation et la santé. Il est frappant de voir combien les familles urbaines dépensent pour l'éducation de leur enfant unique : rien n'est trop bon pour ces «petits empereurs»

Dans les campagnes, les familles paysannes ont leur minuscule exploitation, mais elle est trop petite (moins d'un hectare par famille) et la productivité y plafonne. Globalement, la Chine rurale nourrit bien et même très bien la Chine urbaine fortunée, tout en survivant en économie de subsistance. Comme il ne saurait être question de re-collectiviser les terres pour constituer des exploitations où des gains de productivité substantiels seraient possibles, les collectivités territoriales s'efforcent de créer des exploitations industrielles communales, travaillant en sous-traitantes de groupes industrielles de groupes industriels urbains chinois ou étrangers, pour y employer un main-d'œuvre rurale excédentaire, peu qualifiée mais très bon marché. Un autre excédent de cette main-d'œuvre constitue un immense réservoir flottant de quelques dizaines de millions d'ouvriers du bâtiment à la disposition des grands chantiers urbains de villes multi-millionnaires qui explosent.

On mesure combien la transition vers l'économie de marché – que l'entrée de la Chine dans l'OMC va accentuer – est délicate et pleine de risques, alors que s'accroissent les différences de niveaux de vie entre les villes de la côte est en pleine expansion, un

intérieur rural qui végète et les grands centres urbains de l'industrie lourde du nord qui se délitent et se clochardisent.

La Chine de MAO avait retrouvé son indépendance politique et un début de puissance économique. Elle avait universellement diffusé l'enseignement élémentaire jusqu'à 14 ans, émancipé les femmes - «la moitié du ciel», selon MAO qui était un coureur notoire - et assuré un relèvement du niveau de vie des plus démunis. Malgré des séismes délibérés et désastreux, son PIB avait triplé entre 1952 et 1978.

Après MAO, les volcans se sont endormis. Si le régime actuel réussit à poursuivre sa réforme économique sans les réveiller – la prochaine étape étant l'entrée de la Chine dans l'OMC cette année qui exposera l'économie chinoise à une concurrence internationale accentuée – alors le rattrapage des Etats-Unis vers 2015/20 que prévoit la Banque mondiale n'est pas une prédiction absurde.

**Edmond LISLE**

**Ping HUANG-LISLE**

## BIBLIOGRAPHIE

- BELLASSEN Joël**  
*l'écriture chinoise.*  
La Compagnie, Paris 1989.
- GENTELLE Pierre**  
*Chine. Un continent...et au-delà ?*  
La documentation française, Paris 2001
- HABER Daniel et  
MANDELBAUM Jean**  
*La revanche du monde chinois.*  
Economica, Paris 1996.
- LEYS Simon**  
*Essais sur la Chine.*  
Robert Laffont, Paris 1998.
- LI Zhisui**  
*The private life of Chairman MAO*  
Arrow Books, London 1996
- MADDISON Angus**  
*long run.*  
Centre de développement OCDE, Paris  
1999.
- PEYREFITTE Alain**  
*La Chine s'est éveillée,*  
Fayard, Paris 1996.
- SPENCE Jonathan D.**  
*The search for modern China,*  
Hutchison, London 1990
- TENG Ssu-yü  
FAIRBANK John K.**  
*China's response to the West*  
Harvard University Press, Cambridge  
Mass, 1965.
- WANG Nora**  
*L'Asie orientale, du milieu du XIXème  
siècle à nos jours*  
Armand Colin, Paris 1993.

## QUELQUES DATES

1839	Guerre de l'opium
1842	Traité de Nankin Premières concessions : <ul style="list-style-type: none"><li>- Hong Kong, Canton,</li><li>- Shanghai, Amoy, Fuzhou</li></ul>
1850/64 1858/60	Soulèvement des Taiping Invasions franco-britannique et russe <ul style="list-style-type: none"><li>- annexion de Kowloon</li><li>- annexion de Vladivostok</li><li>- sac du Palais d'Eté</li></ul>
1984/85 1894/95	Guerre sino-française Guerre sino-japonaise <ul style="list-style-type: none"><li>- annexion de Taïwan</li></ul>
1897	Extension des concessions (92 concessions en 1917)
1900	Guerre des Boxers <ul style="list-style-type: none"><li>- interventions étrangères</li></ul>
1905	Introduction de réformes
1912	République : SUN Yat-sen Parti du Kuomintang KMT
1919	Mouvement du 4 mai
1920	Création du PCC
1925	Mort de SUN Yatsen CHIANG Kaishek prend le pouvoir. Conflits avec le PCC.
1931	Début de la guerre sino-nippone : Guerre de 15 ans <ul style="list-style-type: none"><li>- Incident de Moukden</li></ul>
1932	Création du Manchoukuo Attaque sur Shanghai
1934/35	Longue marche du PCC

1937	Incident : pont Marco Polo Prise de Pékin, Shanghai Prise et «viol» de Nanking : 200/300 000 victimes
1938	Prise de Wuhan, Canton
1945	Capitulation du Japon
1946/49	Guerre civile KMT/PCC
1949	Instauration de la RPC - CHIANG : exil à Taïwan - MAO Zedong au pouvoir
1957	Les 100 Fleurs
1958/62	Grand bond en avant
1966/76	Révolution culturelle
1976	Mort de MAO Zedong
1977	DENG Xiaoping au pouvoir
1978	Réformes économiques
1979	Printemps de Pékin
1989	Tiananmen
1990	Poursuite des réformes Croissance : 8 à 10% par an Ouverture internationale
2001	Entrée à l'OMC

## INVENTIONS CHINOISES

Avant J-C :

- Systeme décimal
- Déclinaison du champ magnétique terrestre
- Laque
- Acier
- Brouette
- Boulier
- Pompe à godets

Après J-C (avant le 10<sup>ème</sup> siècle) :

- Utilisation du pétrole et du gaz naturel
- Porcelaine
- Bateau à roues
- Etrier
- Boussole marine
- Gouvernail
- Papier
- Papier-monnaie
- Allumettes à soufre
- Imprimerie
- Horloges mécaniques
- Poudre à canon
- Concours de recrutement
- Parasol/Parapluie